

20160 - Dain-en-Saulnois (réunie à Rémilly en 1964).

Canton d'Ancerville en 1790, de Rémilly en l'an III, puis canton de Pange en 1802. Rattachée à la paroisse de Beux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 2 juin 2021.

20160/1

Administration générale.

1814 - 1870

Autorités municipales.

Réclamation du maire relative à l'absence du conseiller Pierre Parizot aux séances du conseil municipal (1828). Plainte de l'adjoint Stévenne et du conseiller Thomas contre la présentation par le maire Royer du budget de 1865 (1864). Frais de bureaux du maire dont le domicile tient lieu de salle de réunion (1862, 1865-1866). Nominations de l'adjoint Jacques Grandjean après le décès de Dominique Stévenne et des conseillers Christophe Hetener et Antoine Christophe pour remplacer François Stévenne et Jean Jean (1867).

Affaires générales.

Instruction relative à l'application de la loi de 1833 sur l'établissement d'une école primaire (1837). Indemnisation du secrétaire de mairie Jean Grandsire pour les frais du recensement général de la population (1867).

Cultes : paiement de la quote-part à la fabrique d'Aube (1816), réclamation du maire au sujet du mode de répartition des frais avec Beux (1831), secours à la fabrique de Beux (1828-1840).

Comptabilité.

Rejet du budget présenté à la préfecture (1853). Rectification des erreurs sur le rôle général des redevances (1868).

Personnel.

Quote-part due à Aube pour le supplément de traitement du curé d'Ancerville et les frais de culte de Sorbey (1818). Rejet de la lettre de démission de l'instituteur Gandar des fonctions de secrétaire de mairie (1870).

Gardes champêtres : réclamation des sieurs Raissard et Stévenne (1814), incompatibilité avec les fonctions de conseiller (1830), démissions et nominations (1822-1865).

20160/2

Biens communaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Propriété, abornements, cens, opérations immobilières.

Revendication de la propriété d'un terrain non cadastré par Madeleine Alix de Thémimes, épouse d'Auguste Charles vicomte de Brossin de Méré (1869).

Délimitation des propriétés contiguës à celles des particuliers (1847, 1853). Bornage avec la forêt du baron de Romance et de mademoiselle de Vissec de Latude des parcelles de bois rapaille hors régime forestier (1869).

Demande de remboursement du capital d'un cens sur 2 maisons appartenant à François Damant (1854).

Aliénations de terrains à bâtir en faveur d'Antoine Christophe (1834-1835), de Dominique Thomon (1840, 1849-1850), de Dominique Parizot (1844), de Dominique Lespingal (1869-1870).

Lots de portions communales.

Transmission du lot de la défunte veuve Henry au fils aîné du dernier mari (1820-1821). Réclamation du maire pour être pourvu en dépit des usages (1823). Mise en possession de Claude Stévenne après le mariage de la fille Rémy (1825).

Retrait du lot de François Rémy pour cause de changement de domicile (1830). Réclamations de François Stévenne (an IX-an X), de Joseph Woigard (1807, 1815), de François Lespingal (1833), de Dominique Thomon (1842), de Jean et Françoise Stévenne (1846), de Jeanne Henry (1850), de François Béret et Dominique Thomon (1852), de Anne Morhain et Pierre Parizot (1852), de la veuve Cayard (1860), de François Baret (1862), de François Husson (1862-1863), de Louis Moreaux (1870).

Adjudications, troupeau commun, réseaux d'eaux.

Adjudications de la pâture des chemins (1818-1827), ventes de 6 arbres fruitiers (an XI), d'un chablis et d'un tilleul (1826), cession en faveur d'Albert Rolland des droits de chasse adjugés à François Lerond (1865).

Demandes de troupeaux séparés du sieur Collignon et de Charles Joly (1866, 1868).

Réseaux d'eaux : abattage d'un chêne dans le bois rapaille indivis avec le docteur Arnould pour la confection d'une auge (1827), entretien du puits et de l'abreuvoir (1831), couverture d'un puits et réparation d'un pont (1835), réparation du grand puits (1837), entretien des puits (1858).

Forêt.

Surveillance et ajournement de la coupe dans le petit bois rapaille enclavé (1822-1823). Exploitations de la lignère dans le canton de bois rapaille non soumis au régime forestier et paiement des frais (1840-1841, 1853), du bois rapaille dans le Sarre (1857). Demande d'exploitation d'un petit bois rapaille (1866-1867). Adjudications de cantons de bois (1811, 1826-1827).

20160/3

Bâtiments communaux.

Construction d'une maison communale pour loger le pâtre et tenir les réunions du conseil : imposition extraordinaire, rachat de la mitoyenneté d'un mur.

1863 - 1867